

A lternatives

Plus que jamais le « monde économique » façonne la société à sa convenance. Sous le coup de la crise bancaire et économique, les Gouvernements et les institutions internationales ont eu quelques « fortes paroles ». Mais ils sont bien vite revenus à l'habituel « *ce qui est bon pour les profits est bon pour la société* ». Même chose en ce qui concerne l'écologie et le climat : grands discours, mais peu d'engagements concrets (Copenhague, Cancún). L'exploitation à court terme des humains et des ressources naturelles se poursuit, détériorant les conditions de vie de la majorité de la population et mettant en cause la survie de l'humanité.

Nous affirmons au contraire la priorité des besoins et des droits de chaque être humain et de ses descendant-e-s. C'est pourquoi nous voulons défendre

Prijevod, pogledati st. 6 • Tradução, ver página 6 • Përkthimi, shih faqe 6

et étendre, à tous les niveaux, un contrôle démocratique sur les ressources disponibles, les infrastructures et les conditions de vie et de travail.

Aucun des partis établis, localement ou nationalement, ne défend de façon conséquente ces principes, que nous voulons mettre en pratique à Vevey. C'est pourquoi nous sommes indépendants et avons la prétention de présenter, modestement, des ALTERNATIVES.

Nous pensons que la politique doit être le terrain de l'intelligence des femmes et des hommes, et pas celui du slogan et des méthodes publicitaires. Nous vous présentons donc dans les pages suivantes un programme consistant de positions et propositions pour Vevey, que nous nous engageons à défendre, de A à Z.

A ssociations

Vevey abrite de nombreuses associations qui jouent un rôle important dans la culture, le sport, la solidarité sociale et la vie de quartier. Professionnelles, semi-professionnelles ou « émergentes », elles participent largement à l'animation de la cité, à la diversité culturelle et sociale et au « bien-vivre ensemble ».

Reconnaître leur rôle, c'est les consulter systématiquement sur les sujets les concernant, et leur donner un appui, logistique, financier ou en termes de locaux. La commune le fait, et la mise à disposition de l'ancienne prison a répondu à un nombre restreint de besoins, mais cela reste insuffisant.

B âtiments communaux

Les majorités politiques d'avant 2007 ont durablement rogné sur l'entretien des propriétés communales. Cela leur a permis dans un premier temps de présenter des bilans comptables de bons gestionnaires. Mais la facture a fini par arriver, et elle est salée : pour l'entretien des seuls bâtiments communaux, le budget passe de 1,7 million en 1999 à 3,9 millions en 2010. Cela sans parler de dépenses nécessaires hors budget : salle Del Castillo, salle de L'Oriental, bientôt le bâtiment des pompiers et les Galeries du Rivage, qui sont devenus inutilisables ou menacent de l'être.

Cet effort devra se poursuivre, et nous le soutiendrons, contre toutes les tentations « d'économies » à court terme.

C ollège (nouveau)

Le Département de l'instruction publique aura besoin ces prochaines années d'un nouveau collège à Vevey, évalué à 50 millions. La commune devra le construire, elle n'a pas le choix. Par contre, elle pourra choisir l'emplacement (probablement sur le terrain de Copet 3), le projet architectural, les autres utilisations du bâtiment et ses relations avec le quartier. On parle de salle pour les matchs de basket, de centre sportif. C'est bien. Mais on a constaté ces dernières années que l'installation de crèches et garderies a demandé parfois des négociations difficiles avec des propriétaires privés. Avec l'augmentation de la population et l'instauration de l'école à journée continue (cantine à midi et accueil après les cours), des structures d'accueil supplémentaires seront nécessaires ; le problème va donc se poser à nouveau.

Ne faudrait-il pas alors utiliser les bâtiments scolaires – ou certains d'entre eux – aussi pour y installer les crèches, les

garderies, les accueils parascolaires, voire certains services décentralisés de la commune ou des salles pour des activités associatives ? Et profiter de la construction du nouveau collège pour commencer à le faire ?

C ulture

Vevey dispose de nombreux pôles culturels et il faut les maintenir ! Une frange de la culture vivante (Guinguette, ex-Temps Modernes, Live in Vevey, certains artistes, etc.), peine à trouver un soutien et fait face notamment à une pénurie de locaux. A l'inverse, une tentation « bling-bling » se fait jour, avec des investissements qui relèvent au moins autant de l'économie que de la culture, comme les « fresques Chaplin » à Gilamont.

Les acteurs culturels locaux sont nombreux, talentueux et tout à fait capables d'organiser des événements de taille et de qualité, ou de réaliser des travaux artistiques dont la résonance dépasse largement les limites de la ville. Il faut leur faire confiance et plus souvent les appeler à porter *L'Image de Vevey*.

Nous voulons que les acteurs du domaine culturel soient d'abord mieux reconnus et parfois mieux soutenus. Le cahier des charges du délégué culturel devra clairement couvrir toutes les tendances culturelles présentes à Vevey et favoriser la mise à disposition de nouveaux lieux d'expression.

D éveloppement durable

Le « développement durable » est un passage obligé des discours politiquement corrects. Au-delà des bonnes intentions de ceux qui emploient ces termes, au-delà de bien des actions justifiées en elles-mêmes, cette terminologie consensuelle n'est-elle pas un leurre servant à cacher la rudesse, la radicalité des changements qui seraient urgents, nécessaires, vitaux pour affronter la crise écologique et énergétique ? Le territoire de notre commune, comme celui de la Terre, n'est pas extensible, et il faut avoir le courage de remettre en question le mythe de la croissance à tout prix.

Si certaines choses doivent croître, se développer – pour éradiquer épidémies, misère et famines par exemple – certaines autres devront décroître – la consommation d'énergie et de matières premières – et cela ne se fera pas sans bouleverser le système économique actuel !

Nos candidat-e-s

Alain GONTHIER



Alexandre VALLOTTON



Arthur MERCIER



Aurélien NAPI



Camille MURISIER



... les 6 autres en page 6

Eric STUDER



Egalité hommes-femmes

L'égalité entre femmes et hommes se joue en grande partie sur le marché du travail, où les autorités communales, dans les limites de leurs compétences peuvent intervenir :

- **en refusant** tout ce qui peut dégrader la situation des femmes, comme **l'allongement des horaires d'ouverture des magasins**, et donc des heures de travail d'un personnel en large majorité féminin.
- **en poursuivant la politique d'ouverture de crèches et de garderies**, qui évitent aux femmes l'obligation de choisir entre enfants et travail ;
- à 57 %, le personnel communal est composé de femmes ; mais sur 9 employé-e-s ayant le titre de « chef-fe de service », il n'y a qu'une femme ; plus largement, sur 23 responsables (chefs de services, adjoints, délégué-e-s) il y a 17 hommes et 6 femmes. **Il s'agit de contribuer à l'égalité en menant une politique effective de promotion des femmes aux postes de responsabilité.**



Energie

Pollution et catastrophes climatiques à répétition ont déjà fait de la préservation de l'environnement une nécessité incontestée. Mais avec la raréfaction du pétrole et l'augmentation de son prix, qui sonnent la fin de la « civilisation de l'automobile » et plus généralement du gaspillage énergétique, la responsabilité des autorités d'assurer un cadre de vie sain aux générations à venir s'est encore accrue.

La priorité est de continuer à favoriser l'usage des énergies renouvelables et les économies d'énergie dans les bâtiments appartenant à la commune ou dans les services communaux. La majorité des bâtiments de la ville de Vevey appartiennent à des privés ; les autorités communales doivent les inciter à privilégier des réalisations peu gourmandes en énergie et des assainissements du bâti existant. L'utilisation du « fonds pour l'énergie et le développement durable » doit être redéfinie dans ce sens.

Impôts

Par les impôts l'Etat assume un rôle de redistribution sociale, que la droite cherche à réduire : elle propose donc en toutes circonstances de baisser les impôts. Si l'économie se porte bien et que les impôts rentrent, il faut les baisser parce « qu'on en a les moyens » ; et si l'économie va mal, il faut les baisser aussi « pour alléger le sort des contribuables », même si cela fait encore plus plonger les recettes fiscales. Ceux qui prétendent, au niveau communal, « alléger la charge pesant sur la classe moyenne » sont, au choix, des ignorants ou des menteurs : la seule compétence à ce niveau est de modifier le pourcentage des impôts cantonaux que va prélever, pour elle, la commune ; mais la courbe des impôts (qui paie plus, qui paie moins) est fixée au niveau cantonal. Baisser les impôts communaux, c'est faire de gros cadeaux aux gros contribuables, des négligeables aux moyens et rien du tout aux plus pauvres.



La commune doit continuer à se donner les moyens de mettre en place et d'entretenir les infrastructures et les services qui font de Vevey une ville où il fait bon vivre ensemble.

Jeunesse

On dit souvent « la jeunesse ». En fait, les jeunes – comme leurs aîné-e-s ! – sont dans des situations très diverses. Et les structures – communales ou associatives plus ou moins subventionnées – qui s'adressent à eux le sont aussi : clubs sportifs, scouts, associations culturelles, centre de loisirs, permanence sociale, éducateurs de rue. La politique communale atteint-elle pour autant toutes les franges de la jeunesse de façon adéquate ?

Qu'en est-il en particulier de ceux qui font les frais d'une politique d'intégration frileuse et d'un marché de l'emploi de plus en plus hermétique ? de ceux qui voient leurs familles happées par la pauvreté ? de ceux qui n'ont connu que l'échec, à l'école ou en apprentissage, et n'ont pas les moyens de croire en ce qu'ils pourraient devenir ? Osera-t-on leur reprocher de chercher à se trouver un rôle et une place, en se donnant des airs de « durs » dans des « bandes » se baptisant « unité criminelle » ou revendiquant « Haram City » ? Osera-t-on encore longtemps ne rien faire, sous prétexte de difficultés de communication, de pluridisciplinarité, de dicastères, de responsabilités transversales communes-canton ? Si Vevey ne devient pas la « capitale vaudoise de la violence » comme ces jeunes-là tendent, comme par jeu, à nous le faire craindre, elle pourrait bien être un peu celle de leur galère et surtout celle de la violence, bien plus grande, de l'indifférence du politique ! Attendra-t-on que des incidents graves se produisent que des vies, jeunes, soient ruinées pour n'avoir pas trouvé de réponses à leurs appels à l'aide ?



Nous voulons pour la commune de Vevey : une politique de la jeunesse coordonnée, inscrite dans un travail de réseau cohérent impliquant tous les partenaires des prestations et services en lien avec la jeunesse ! Des actions et prestations ciblées sur les besoins réels de la jeunesse, de toute la jeunesse. Des centres de loisirs – le seul Equinox est-il suffisant pour presque 20 000 habitant-e-s ? –, des encouragements à la culture et à la vie associative ciblés, des animateurs et des éducateurs de rue ayant les moyens d'une intervention sociale convaincante pour tou-te-s ; quant aux forces de police, elles doivent être présentes, mais il faut leur donner les moyens d'une posture adaptée à la jeunesse en mal d'insertion et pas seulement les outils d'une répression mal perçue de part et d'autre !

Liberté

« Liberté », certain-e-s, hélas, écrivent ton nom sur la tôle des voitures, le goudron des avenues et le béton des parkings. Mais proposent d'espionner tout un chacun par caméras. Triste « libéralisme » réduit à la liberté économique de quelques-uns.

La liberté, ce serait de pouvoir vivre selon ses choix, tout en respectant et en favorisant la liberté d'autrui. Mais cette société le permet-elle vraiment ?

Logement

En 2009 la proportion de logements disponibles à la location à Vevey était de 0,25 %, en baisse depuis 2008 où elle n'était déjà que de 0,30 %. Et il y a pénurie dès que le taux descend au-dessous de 1,5 %. Les propriétaires en profitent pour augmenter les loyers, obligeant une partie grandissante de la population à consacrer une part bien trop importante de son revenu au logement. Il est de



la responsabilité des autorités communale de lutter contre cette évolution. C'est pourquoi nous avons déposé un postulat au Conseil communal, sans réponse pour l'instant, demandant à la Municipalité de mener « une politique visant à diminuer l'impact de la crise actuelle, et de mettre, dans la mesure du possible, ce bien fondamental à l'abri de la spéculation ».

Pour réaliser cet objectif, la Commune devra acquérir terrains et bâtiments, construire et gérer elle-même, ou collaborer avec de véritables coopératives d'habitation sans but lucratif.

Mobilité douce

La mobilité douce regroupe tous les moyens de déplacement basés sur la seule énergie humaine. Avec les transports en commun, elle représente l'alternative à l'envahissement de la ville par les voitures.

A Vevey, se déplacer **à pied** est tout à fait possible, voire agréable, pour autant que les aménagements urbains y soient favorables (largeur des trottoirs, feux, passages pour piétons...). En particulier, **des phases vertes suffisantes** et la **pose de bancs permettant de fractionner les trajets** doivent laisser plus longtemps aux aîné·e·s les moyens de leur indépendance de mouvement.

En ville, pour les trajets de moins de 6 km, le vélo est le moyen de transport le plus rapide. Or la moitié des trajets urbains en voiture sont inférieurs à 3 km. C'est dire s'il est nécessaire de favoriser l'usage du vélo :

- **en mettant en place un réseau efficace de pistes et de bandes cyclables**, y compris à contre sens dans certaines rues à sens unique. Certaines parties de ce réseau existent déjà, mais l'effacement du marquage et l'absence de mesures visant à faire respecter pistes et bandes cyclables par les autres usagers, les transforment parfois en pièges ;
- **en mettant à disposition des parcs à vélos couverts, voire sécurisés** (parcs fermés accessibles, sur abonnement, avec une carte à puce).

Enfin, pour rendre la mobilité douce plus pratique et donc plus pratiquée, il est nécessaire de mettre en place, en collaboration avec les commerçants, des services de **livraison à domicile** (pourquoi pas à vélo comme à Lausanne et à Yverdon ?) et de **transport vers les parkings et vers la Gare** (type RiponnExpress).

Nous [, les] autres

A Vevey, se côtoient des gens d'origine, de culture, de génération et de couche sociale très diverses. Au sein de cette diversité, 42 % des Veveysan·ne·s n'ont pas le passeport suisse. Originaires de près de 130 pays, ils sont soumis à des statuts très divers, beaucoup sont nés ici, et tous contribuent à la vie de la cité. Cette participation sera d'autant plus enrichissante pour les uns et les autres qu'elle sera soutenue par des mesures intégratives respectueuses des identités culturelles, élaborées avec des représentants des différentes communautés. Mais plus largement, le « bien-vivre ensemble » dépend d'une politique qui s'adresse à tou·te·s les habitant·e·s, ne laisse personne de côté, favorise la compréhension mutuelle et soutient un accès équitable pour tous, et surtout pour les plus faibles, à une vie digne.

C'est l'orientation prise par les autorités communales actuelles, que nous voulons maintenir et amplifier.

Ordures

Contrairement à d'autres pays, la Suisse ne met pas ses déchets non-recyclables en décharge, mais les incinère. On peut croire qu'ils disparaissent ainsi par la magie du feu. Comme, récemment, la hausse des coûts de l'énergie a rendu plus concurrentielles les usines d'incinération sur le marché de la production d'énergie et surtout de chaleur, tout semble aller pour le mieux.

Sauf qu'une part considérable de ces déchets qu'on brûle est constituée de plastiques de toutes sortes, dont la production, le transport et le ramassage

coûtent des matières premières et de l'énergie ; sauf que, tout au long de cette chaîne, les composants des plastiques sont cause de pollutions sournoises ; sauf que, après incinération, il reste encore 25 % du poids des déchets, qui finissent dans diverses décharges.

Pour limiter la pollution et la consommation d'énergie, c'est donc à la source qu'il faut continuer à lutter, au niveau individuel comme de la société, contre la production de déchets, notamment contre les emballages excessifs.

Place du Marché

Dès lors que s'impose l'idée que la Place du Marché ne sera plus, à terme, le parking principal de Vevey, on peut et on doit réfléchir à d'autres utilisations permanentes de cet espace. Dans un premier temps, une réduction à quelque 300 places de parc permettrait d'**ajouter une lignée d'arbres à ce qui existe, d'élargir les terrasses et de laisser plus de place et de sécurité aux piétons**. Ultérieurement, il serait possible de procéder à une réduction plus importante, voire de **supprimer totalement le parking**. Mais cela implique un **projet d'aménagement et d'animation** à la hauteur de la taille de la place et de la beauté du site.



Police

Dans tout le district, c'est Police Riviera qui est en charge de la « police de proximité », très importante en matière de sécurité quotidienne de la population. On peut s'étonner, à la lecture de ses rapports, de la place démesurée prise par les interventions concernant les **drogues douces** (jusqu'à un tiers des interventions relatives !), la plupart du temps sans qu'il y ait par ailleurs « trouble à l'ordre public ». **N'y a-t-il pas là un problème de priorités ?**

Du fait de leur présence plus grande dans l'espace public, la police est souvent en contact avec des jeunes. **Ne faudrait-il pas étudier la constitution, comme à Lausanne, d'un corps spécialisé (brigade de la jeunesse)** ayant reçu une formation spéciale pour intervenir d'une façon adaptée, préventive et éducative et pas seulement répressive ?

Région

Toute une mosaïque d'institutions régionales de formes diverses gère des aspects essentiels de notre vie quotidienne : transports publics, culture, sécurité, sports, traitement des déchets, fourniture et épuration des eaux, prestations sociales. Cette situation n'est pas satisfaisante, car ces institutions ne permettent pas vraiment de discuter politiquement les priorités et les grandes orientations. Il faut une structure de décision démocratique à l'échelle de la région. Comme l'ajout d'un échelon intercommunal entre canton et communes ne semble ni efficace, ni réellement possible juridiquement, la création d'une seule commune pour toute la Riviera apparaît comme LA solution.

Ceux qui s'en voient déjà municipaux ou syndic font miroiter la perspective abstraite de devenir la « cinquième ville de Suisse ». Mais la structure de la région restera ce qu'elle est, avec plusieurs localités de tailles diverses et trois villes. Le sentiment d'appartenance à une collectivité, moteur de la participation citoyenne, devra changer d'échelle, sans quoi cette grande commune ne sera qu'une structure technocratique loin des citoyen·ne·s, encore une, et n'apportera pas le « plus » démocratique attendu.

Le débat est ouvert. Nous veillerons à ce qu'il mette au centre la citoyenneté et les valeurs nécessaires au « vivre ensemble » que nous défendons.

Salle Del Castillo et Jardin du Rivage

Une des discussions les plus chaudes de la législature qui se termine fut celle sur la vente du Château de l'Aile et du Restaurant du Rivage (mai-juin 2007). Seul groupe politique, Alternatives s'était opposé à cette vente, principalement à celle du Restaurant du Rivage. Depuis, un concours a été organisé pour un projet de réfection de la salle Del Castillo et de réaménagement du Jardin du Rivage. Son déroulement nous a largement donné raison. Contre toutes les assurances proclamées avant le vote, le bâtiment qui remplacera le Restaurant du Rivage sera indépendant de la salle Del Castillo et les « synergies » promises seront très limitées.

Réjoissons-nous cependant du beau projet vainqueur du concours, tout en regrettant ce qui aurait été possible si nous avions été suivis et qu'on avait traité comme un ensemble le jardin et tout le bâtiment le bordant au nord.



Sécurité

Les craintes de perdre son emploi, de ne pas toucher sa retraite, de ne pas avoir les moyens de se soigner sont fréquentes. S'y ajoutent les menaces qui pèsent sur l'environnement, sans qu'apparaissent des solutions claires et décidées. Dès lors, l'angoisse et le sentiment d'impuissance peuvent conduire à la recherche de boucs émissaires et de fausses solutions, simplistes mais rassurantes pour un temps seulement. Sans compter que, pour une part, les comportements incivils voire délinquants s'alimentent à la même source.

Une vraie sécurité est avant tout sociale: travail et logement assurés feront plus pour la sécurité de chacune et de chacun que toutes les mesures policières.

Travail

Métro-boulot-tombeau. Ce slogan, remplaçant le Métro-boulot-dodo de 1968, a fait son apparition dans les manifestations de l'automne 2010 en France. Il dit une terrible réalité: de plus en plus, le travail envahit la vie des salarié-e-s, tout en perdant son sens. Et le stress, la pression au rendement, renforcés par la crainte du chômage (principale préoccupation de 76 % des Suisses selon la dernière étude Gfs) rendent malade.

Ne faudrait-il pas, là aussi, rechercher et mettre en place des alternatives ?

Urbanisme

En janvier 2009, le Conseil communal a enterré (!) le projet de parking souterrain à la place du Marché, comme nous le souhaitions depuis au moins une dizaine d'années. La voie est ainsi ouverte à une nouvelle politique en matière d'urbanisme et de circulation en ville de Vevey. En février 2009, 4 groupes politiques représentant une majorité de l'actuel Conseil communal déposaient un postulat qui proposait d'alléger la circulation automobile en centre-ville, et pour cela de réduire sensiblement le nombre de places de stationnement à la Place du Marché, tout en mettant à disposition des places de stationnement de substitution en périphérie du centre-ville (notamment un parking derrière la gare), de développer les transports en commun, et de mettre en place des mesures facilitant la mobilité douce. En mai 2009, le Conseil communal a

approuvé l'établissement d'un « Plan de mobilité et d'urbanisme intégré ». Les bureaux spécialisés mandatés pour cela par la commune font, à long terme, une série de propositions dont nous partageons la plupart. Nous espérons les voir débattues et mises en pratique au courant de la prochaine législature. Un certain nombre des idées que nous défendons depuis longtemps ont donc fini par être comprises et reprises.

La ville doit être faite d'abord pour vivre, non pour circuler; et il est possible de la garder active et ouverte sans la submerger de voitures, de bruit et de gaz d'échappement.

Violence

A partir de cas particuliers isolés, des politiciens à la recherche de suffrages donnent une grande place à la « violence ». Ils la présentent comme extérieure, voire étrangère, alors que les actes de violence sont une expression de notre société. La combativité, l'esprit de conquête, la lutte de chacun contre tous, ne sont-ils pas glorifiés en permanence ? Le sportif de pointe n'est-il pas censé avoir « l'instinct du tueur » ? L'expulsion de leur maison des milliers de victimes de la crise des subprimes n'est-elle pas d'une très grande violence ?

Ce système centré sur le profit est malade et fondamentalement violent. Il est nécessaire d'en changer, pour assurer, à chacune et à chacun, sécurité de l'emploi et de la retraite, et à chaque jeune, perspectives d'avenir.

«Y en a plein comme nous»

L'exploitation des richesses du Sud au profit du Nord, en particulier de la part de multinationales, génère un désordre mondial. Quelques-unes parmi les millions de personnes qui risquent leur vie pour échapper à la misère, aux guerres et aux famines, cherchent un refuge dans notre pays, notre région. Une politique fédérale aussi dérisoire qu'inhumaine prétend les en dissuader, sans autre résultat possible que de prouver la nécessité de mesures toujours plus dures. « L'Aide aux pays en voie de développement », toute limitée qu'elle soit, est sans cesse attaquée. **Dans la mesure de nos moyens, nous tentons de maintenir un brin d'honneur et d'humanité en ce domaine.** C'est ainsi notamment qu'avec notre appui, le Conseil communal a décidé d'augmenter le budget 2011 d'aide au tiers-monde de 60 000.– à 70 000.– Rien d'extraordinaire, sauf qu'il a fallu se battre pour l'obtenir, alors que la simple application au budget veveysan de l'objectif onusien de 0,7 % propulserait ce poste à plus de 900 000.– !

Zones trente

Le principe des zones à vitesse réduite est excellent en soi, et certaines réalisations exemplaires, comme la zone 20 à Sion (av. du Midi), en témoignent. Mais on doit bien constater que l'efficacité des zones 30 à Vevey est souvent réduite à pas grand-chose, parce qu'une exécution minimaliste en a fait des rues normales avec juste un panneau de signalisation à l'entrée. **Au contraire, le mobilier urbain, et l'aménagement de la rue elle-même doivent faire comprendre aux usagers la particularité de ces zones.**

Le 8 septembre 2010, le Tribunal Fédéral a jugé qu'il était légal de limiter à 30 km/h une route principale, et que cela pouvait contribuer tout à la fois à fluidifier la circulation et à diminuer le nombre d'accidents. **Nous proposons donc d'étudier une telle limitation sur tout ou partie de l'axe principal** (Général-Guisan – Gare – Chenevières).



A lternativa

Më shumë se kurrë «bota ekonomike» e formon shoqërinë në dobinë e saj. Nën goditjen e krizës bankare e ekonomike, Qeveritë dhe institucionet ndërkombëtare kanë pasur disa «fjalë të forta». Por shpejt, janë kthyer në të zakonshmen «ç'është e mirë për fitimin është e mirë për shoqërinë». E njëjta gjë ndodh me ekologjinë dhe klimën: fjalë shumë e pak angazhime konkrete (Kopenhagë, Kankun). Shfrytëzimi afatshkurtër i njeriut dhe i rezervave natyrale vazhdon, duke keqësuar kështu, kushtet jetësore të shumicës së popullsisë e duke vënë në pikëpyetje mbijetesën e njerëzimit.

Ne pohojmë të kundërtën, nevojat me më përparësi dhe të drejtat e çdo qenie njerëzore dhe të pasardhësve të saj. Kjo është arsyeja për të cilën, ne duam të mbrojmë e të shtrijmë, në të gjitha nivelet, një kontroll demokratik mbi burimet ekzistuese, në infrastrukturat si dhe në kushtet e jetesës dhe të punës.

Asnjëra nga partitë e themeluara në nivel lokal apo në rang kombëtar, nuk mbron me vendosmëri këto parime që ne dëshirojmë t'i vëmë në praktikë në Veve. Kjo është arsyeja që ne jemi të pavarur dhe që pretendojmë të paraqesim mu në mënyrë modeste, ALTERNATIVAT.

Ne mendojmë që politika duhet të jetë një terren i inteligjencës për gratë dhe për burrat dhe jo një terren i sloganeve e i metodave me publicitet. Pra ne ju prezantojmë, në faqet në vijim, një program të përbërë nga qëndrimet dhe propozimet për Veve, që ne jemi të angazhuar për ti mbrojtur, nga A në Z.

A lternative

Mais do que nunca «o mundo económico» molda a sociedade como lhe convém. Com a crise bancária e económica, os governos e as instituições internacionais «levantaram a voz». Mas depressa voltaram aos velhos hábitos «o que dá lucros é bom para a sociedade». O mesmo aconteceu em relação à ecologia e ao clima: grandes discursos, mas poucos compromissos concretos (Copenhaga, Cancún). A exploração a curto prazo do Homem e dos recursos naturais continua, o que vai deteriorando as condições de vida da maior parte da população e põe em perigo a sobrevivência da humanidade.

Nós, pelo contrário, afirmamos a prioridade das necessidades e dos direitos de cada ser humano, e dos seus descendentes. É por isso, que queremos defender e estender a todos os níveis, um controle democrático sobre os recursos disponíveis, as infra-estruturas e as condições de vida e de trabalho.

Nenhum dos atuais partidos a nível local ou nacional, defende forma consequente estes princípios que pretendemos pôr em prática em Vevey. É por isso, que somos independentes e pretendemos apresentar modestamente, as ALTERNATIVES.

Pensamos que a política tem de ser exercida através da inteligência das mulheres e dos homens e não do slogan e dos métodos publicitários. Apresentamos-vos nas seguintes páginas um programa onde estão as posições e propostas para Vevey, que nos comprometemos a defender de A a Z.

A lternative

Vise nego ikad «ekonomski svijet» oblikuje društvo po svom odgovaranju. Pod uticajem bankarske i ekonomske krize, Vlade i međunarodne institucije, imale su nekoliko «jakih riječi». Ali su se vrlo brzo vratile na uobicajeno «sto je dobro za zaradu, dobro je i za društvo». Ista stvar sto se tice ekologije i klime: velike izjave, ali malo konkretnih zalaganja (Kopenhagen, Kankun). Iskoriscavanje na krace vrijeme ljudi i prirodnih izvora se nastavlja, pogorsava uvjete zivota vecine stanovnistva, stavljajuci u pitanje prezivjelost covjecanstva.

Mi potvrđujemo u protivnom, prioritet potreba i prava svakog ljudskog bica i njegovih nasljednika i nasljednica. I zato mi želimo obnoviti i prosiriti, na svim nivoima, demokratsku kontrolu nad raspolozivim sredstvima, infrastrukturnama i uvjete zivota i rada.

Nijedna od postojećih stranaka, lokalnih ili nacionalnih, ne branina znacajan nacin te principe koje mi zelimo primjeniti u Vevey-u. Zbog toga smo mi neovisni i imamo zelju da skromno predstavimo ALTERNATIVE.

Mislimo da politika mora da bude teren inteligencije zena i muskaraca i ne samo fraze i reklamne metode. Mi vam, dakle, predstavljamo na slijedecim stranicama, jedan program koji sadrzi pozicije i prijedloge za Vevey, i koje se mi zalazemo braniti od A do Z.

Alternatives, case postale 722, 1800 Vevey 1
alternatives@alternatives-vevey.ch • CCP 18-4769-5

www.alternatives-vevey.ch: un site qui complète ce dépliant

- ☐ Adressez-moi d'autres exemplaires de ce tract.
- ☐ Je m'intéresse à vos activités. Envoyez-moi plus d'informations.

Nom Prénom

Adresse..... NPA, Localité

ALTERNATIVES

Votez ! – Alternatives de préférences...

Participer au vote est bien sûr important. Mais il est aussi important que le résultat de votre vote corresponde à votre intention, malgré des procédures de vote parfois compliquées.

L'élection du Conseil communal, où Alternatives se présente, se fait au **système proportionnel sur la base de listes**. Le vote pour des personnes n'a qu'une importance secondaire.

Quand vous prenez une des listes en présence, vous disposez de 100 suffrages, même s'il y a bien moins de candidats sur cette liste. Si vous êtes convaincus par les idées d'un parti – le nôtre par exemple – vous pouvez lui donner ces 100 suffrages en glissant sa liste telle quelle dans l'urne. Tout candidat d'un autre parti que vous rajouterez à cette liste donnera un suffrage à un autre parti, et en enlèvera un au parti de votre cœur. C'est bien entendu votre liberté de le faire, en connaissance de cause.

Fred VALLOTTON



Gilles PERFETTA



Jean-Pierre BOILLAT



Loren STUDER



Marc RENKENS



Sabrina GITTO

